

Algérie: rente pétrolière, contestation sociale et violence islamiste

Luis Martinez

Comme le souligne El Houssain Abouchi: “Presque plus de quarante ans après les indépendances des États maghrébins, le problème de la démocratie, au-delà de celui de la recherche et de l’instauration d’un État stable et d’un système politique ayant l’accord de toutes les composantes politiques et sociologiques, est à l’ordre du jour.”¹ Les espoirs placés dans la décennie 1990 se sont dissipés pour laisser la place à une décennie perdue: celle de la guerre civile en Algérie, celle des sanctions internationales en Libye. Les élections organisées au cours

1 “Démocratie et gouvernance de la politique électorale en Afrique du Nord” (<http://www.francophonie-durable.org>).

de cette période n'ont pas donné naissance à un moment fondateur porteur d'un processus de démocratisation. Les "designs institutionnels" échafaudés par les régimes n'ont pas provoqué un "déraillement démocratique"² inattendu et imprévisible, mais salutaire. De même, la libéralisation économique n'a pas permis l'émergence de pouvoirs concurrentiels; elle a davantage favorisé une consolidation des régimes autoritaires,³ régimes qui ont démontré leur robustesse et provoqué un sentiment d'impuissance quant à leur évolution vers la démocratie. Sursaut salutaire, les révoltes en Tunisie et en Egypte laissent espérer une transition vers la démocratie.

En Algérie, le troisième choc pétrolier a permis de restaurer un État qui a disparu entre 1994 et 1998, selon A. Bouteflika. Lors de son avènement à la présidence en 1999, les caisses de l'État sont vides et le pouvoir est dispersé entre des généraux vainqueurs de la guerre civile. Rapatrié pour restaurer la paix civile dans une Algérie dévastée,⁴ A. Bouteflika a bénéficié de la montée

2 Jean-Noël Ferrié, "Les limites d'une démocratisation par la société civile en Afrique du Nord", *Maghreb-Machrek*, n. 175, 2003.

3 E. Kienle, "Libéralisation économique et délibération politique: le nouveau visage de l'autoritarisme", dans O. Dabène, V. Geisser et G. Massardier (dir.), *Autoritarismes démocratiques et démocraties autoritaires au XXIe siècle*, Paris, La Découverte, 2008.

4 M. R. Lowi, "War-Torn or Systemically Distorted? Rebuilding the Algerian Economy", dans Leonard Binder (ed.), *Rebuilding Devastated Economies in the Middle East*, *op. cit.*

inattendue et inespérée du prix du baril de pétrole. Ce renouveau pétrolier n'a pas pour autant fait disparaître les problèmes de la violence sociale et politique. Des émeutes en Kabylie, en 2001, à la révolte des Mozabites, en 2009, la société algérienne est régulièrement secouée par des violences sociales et ethniques qui lui rappellent la vulnérabilité de sa cohésion. De plus, si la guerre civile s'est éloignée, ses produits dérivés continuent à prospérer. Ainsi, l'installation du conseil consultatif d'al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI) dans le sud algérien a des conséquences meurtrières. Pour la première fois en Algérie, la technique de l'attentat suicide est intégrée dans le dispositif de guerre contre le régime.⁵ Le jeudi 6 septembre 2007, un attentat suicide a visé le cortège du président dans la ville de Batna (vingt-deux morts et plus de cent blessés). Le samedi 8, un autre a eu lieu contre la caserne des gardes-côtes à Dellys: il a été perpétré par un adolescent de 15 ans, le bilan est de vingt-huit morts. Le 11 avril, une triple attaque a provoqué à Alger trente morts et deux cent vingt blessés. Un communiqué d'al-Qaida au Maghreb islamique explique:

5 Dans une interview à *Echourouk El Youmi* du 5 juillet 2009, Hassan Hattab, l'ancien chef du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), affirme que son groupe, affilié formellement à cette organisation, a toujours refusé les attaques suicides, pourtant revendiquées par al-Qaida! Affirmation qui relance la thèse de la manipulation de l'AQMI par les services de sécurité algériens.

Nous disons aux renégats et à leurs maîtres croisés: recevez la nouvelle de la venue des jeunes combattants de l'islam qui aiment la mort et le martyr comme vous aimez la vie de débauche et de délinquant; par Allah, nous ne déposerons pas nos épées ni ne savourerons la vie, jusqu'à ce que nous libérions chaque pouce de la terre d'islam de tout croisé et de tout renégat et collaborateur (avec l'ennemi) et jusqu'à ce que nos pieds foulent notre Andalousie perdue et notre Jérusalem bafouée.

RENTE PÉTROLIÈRE ET RÉCONCILIATION NATIONALE

Grâce à la hausse vertigineuse du prix du pétrole entre 2002 et 2008, le gouvernement dispose, en 2008, d'un fonds de 140 milliards de dollars en réserves. En 2007, les recettes des exportations ont atteint le montant de 57 milliards de dollars et, en 2008, le record de 81 milliards de dollars. Jamais, depuis le début de sa jeune histoire, l'État n'a eu autant de ressources financières. Le troisième choc pétrolier a permis de rembourser rapidement la dette,⁶ de relancer les grands chantiers dans les infrastructures civiles et surtout de refonder un semblant de cohésion nationale mise à mal par les années de guerre civile. Dans un contexte de croissance économique et d'abondance financière retrouvée (le PIB par habitant est passé de 1.600 dollars par an et par habitant

6 La dette extérieure s'élevait en 1998 à 30,47 milliards de dollars, elle représentait 63,2% du PIB. En 2008, après remboursement anticipée, elle s'élevait à 4 milliards de dollars et ne représentait plus que 2,39% du PIB. "Algeria Country Forecast", *Economist Intelligence Unit*, 1^{er} juillet 2008.

en 1999 à 3.400 dollars en 2008, sans compter une réduction massive du chômage, qui est passé de 30% à 13%⁷), la présidence d'A. Bouteflika est devenue synonyme de prospérité et de confiance retrouvée du fait du retour de la bienfaisance de l'État. Alors que les Algériens se sont violemment opposés sur l'identité de l'État et son devenir, ils sont aujourd'hui conviés à retrouver le chemin de la paix civile afin de mettre un terme à la "tragédie":

Vous savez, je ne pense pas être félicité pour faire un miracle. J'essaye d'intervenir avec un minimum de bon sens pour examiner une tragédie qui va bientôt avoir huit ans. Mon sentiment personnel est qu'il faut bien que les choses cessent. Ce n'est pas parce que nous aurons deux cent mille morts ou trois cent mille morts et trois millions de victimes du terrorisme que la vie sera meilleure. Il faut donc, à un moment ou à un autre, arrêter les frais. J'essaye de trouver une petite voie difficile à travers beaucoup d'écueils.⁸

Avec "bon sens", la présidence a organisé la mise en œuvre d'une réconciliation nationale fondée, non pas sur le souci de rendre justice aux victimes ou sur celui de dire la vérité, mais sur la préoccupation de tourner la page, d'oublier la tragédie.

La politique de réconciliation nationale a été articulée autour de la réintégration des milliers de combattants issus des maquis islamistes, de la démilitarisation des milices, de l'indemnisation des familles de victimes et de

7 "Political Risk Services", *Algeria Databank*, 1^{er} décembre 2008, p. 6.

8 Entretien accordé à la chaîne de radio RFI, 17 juillet 1999.

l'amnistie pour les défenseurs de l'État.⁹ Les lois sur la concorde civile ont pavé le chemin du retour vers la vie civile des six mille maquisards islamistes qui ont accepté de déposer les armes en contrepartie d'une amnistie. Cette politique, fondée sur l'amnésie, permet au régime de faire l'économie d'une commission vérité et justice trop longue au profit d'une approche à court terme visant à réduire l'intensité de la violence. Parallèlement, le grand défi du régime est l'intégration des cinq cent mille personnes qui ont été armées et qui forment les groupes de légitime défense (GLD) et les gardes communaux.¹⁰ L'augmentation des revenus pétroliers est une véritable aubaine pour le régime car, dans un contexte de chômage massif, leur difficile intégration économique et sociale aurait pu provoquer de sérieux problèmes d'instabilité. Le retour de la croissance économique a favorisé la création d'emplois, en particulier dans le secteur de la sécurité, avec la floraison d'entreprises privées de gardiennage et de protection, facilitant le recyclage de ces miliciens. Une partie de ces milices, disposant de puissants réseaux, a cherché à maximiser ses gains dans l'après guerre civile. Ainsi, les patriotes de l'Est (environ dix-sept mille miliciens) ont lancé l'initiative de constitution des "assises nationales des patriotes" afin de discuter du "constat

9 L. Martinez, "Guerre et paix: les étapes de la réconciliation nationale", *AAN*, tome XXXVII, 1998, p. 105-23.

10 *Le Journal Indépendant*, 11 octobre 2001.

d'échec de la concorde civile".¹¹ Après dix années de militarisation de la société, la question posée a été celle de la capacité du gouvernement à contrôler et à réguler l'influence de ces milices; les revenus pétroliers ont permis de satisfaire une partie de leurs revendications. Enfin, il restait au régime à indemniser les familles de victimes et de disparus. La question des disparus¹² illustre les difficultés à appliquer la politique de réconciliation nationale, car celle-ci s'adresse tout d'abord aux vivants (combattants islamistes, défenseurs de l'État accusés de violation des droits humains): les disparus n'ont pas de place dans cette politique; de plus, ils rappellent des méthodes expéditives et peu respectueuses des droits humains utilisées par le régime. Bien que ce dernier ait tenté de démontrer que l'armée et ses services avaient mené "une guerre propre", la question des disparus a soulevé le débat sur la méthode et le coût politique et humain de la victoire contre le FIS et les groupes armés. Aussi, pour mettre un terme à ce problème, Farouk Ksentini, président de la Commission consultative de promotion et de protection des droits de l'homme (CNCPPDH), précise dans une interview qu'il préconise d'indemniser les familles de disparus à hauteur de

11 *Le Matin*, 18 juillet 2002.

12 La Commission nationale consultative de promotion et de protection des droits de l'homme (CNCPPDH) affirme avoir reçu 4.753 dossiers de familles de disparus. La LIDH estime à dix mille le nombre réel des disparus.

“100 millions de centimes, plus un acte de décès, pour clore le dossier des disparus”!¹³

Le succès de cette politique de réconciliation nationale a reposé sur le lancement d'un ambitieux programme qui a fait sortir l'Algérie de son marasme économique. Aux défis de la réintégration des combattants islamistes et anti-islamistes, s'est ajoutée l'intégration économique et sociale d'une partie de la population active, car, sur les 8,7 millions de personnes la composant, 2,5 millions étaient au chômage en 2000 (27%). Alarmistes, les prévisions du FMI à l'horizon 2010 n'hésitent pas à annoncer un taux de chômage de 37% si le taux de croissance hors hydrocarbure demeure inférieur à 7%. Les revenus du troisième choc pétrolier ont servi à la fois à financer le retour à la paix civile et à l'achat de la paix sociale. Le plan triennal de soutien à la relance de l'économie (2001-2004) a eu pour ambition de relancer les investissements, 7 milliards de dollars, après une décennie de fuite des capitaux:

Nous n'avons jamais dit, souligne le Premier ministre Ali Benflis, que ce programme allait rendre l'Algérie prospère du jour au lendemain. Ce sont les entreprises qui créent la richesse. Il ne faut pas oublier que ce plan intervient après dix années de terrorisme, de destructions. Quoi que vous fassiez, il paraîtra toujours insuffisant au regard de l'océan de demandes auxquelles il faut répondre.¹⁴

13 *Echourouk El Yaoumi*, 3 novembre 2001.

14 “L'intelligent”, *Jeune Afrique*, 2186, décembre 2002.

Face aux besoins, une économie informelle florissante a pris la relève du retrait de l'État. Cette économie non observée représente, en 2005, 16 à 17% du PIB et emploie 50% de la population active. Présente dès la période coloniale, elle s'est amplifiée à partir des années 1970 en raison de la rigidité de l'économie, de l'offre en particulier. Les produits à prix administrés sont revenus par exemple sur le marché parallèle. De même, le monopole du commerce extérieur augmente les opportunités de le contourner. Pour les autorités algériennes, la priorité est le secteur industriel qui représente le secteur public: le secteur privé est abandonné au commerce informel. Or, 70% de la valeur ajoutée hors hydrocarbures est produite par le secteur privé. Le marché informel s'est développé dans la distribution principalement: les produits importés par les quarante-cinq mille sociétés d'import-export sont redistribués à des commerçants privés locaux grâce aux réseaux de l'économie informelle. D'autres secteurs sont profondément touchés: l'agriculture, le BTP, le foncier et l'immobilier.¹⁵ L'emploi informel est estimé, en 1985, à 25% de l'emploi total hors agriculture, il est passé à 29% en 1982, puis à 33% en 1997 et à plus de 40% en 2001!

Les activités informelles qui ont investi en particulier l'artisanat de service et la distribution sont appelées à se maintenir dans

15 N. E. Hammouda, "Secteur et emploi informel en Algérie", dans M. S. Musette et J. Charmes (dir.), *Informalisation des économies maghrébines*, Alger, Cread, 2006.

l'avenir tant que les réformes de libéralisation ne seront pas totalement achevées, que le secteur privé déclaré n'a pas atteint le niveau d'investissement lui permettant d'impulser fortement et durablement l'offre d'emplois et que le taux de chômage ne sera pas descendu à un niveau acceptable.¹⁶

Alors qu'en 2008, la Sonatrach est devenue la plus grande et lucrative compagnie pétrolière du continent africain (elle a engrangé 81 milliards de dollars, après les 57 milliards en 2007),¹⁷ l'économie rentière n'a profité qu'à "six cent mille à huit cent mille" personnes.¹⁸ En mai 2008, le ministre de l'Énergie, Chakib Khalil, a annoncé que la Sonatrach investirait dans les années à venir 45 milliards de dollars, pour atteindre les 2 millions de barils par jour et les 85 millions de mètres cubes de gaz. Cette entreprise est à nouveau la locomotive d'une économie qui peine à se diversifier: 98% des revenus extérieurs proviennent du secteur des hydrocarbures; jamais l'Algérie n'a été aussi dépendante. La crise du logement n'est plus aussi aiguë et l'amélioration des infrastructures routières est patente. La société des Émirats arabes unis Emaar Properties investira 30 milliards de dollars sur douze ans dans des *health care city* et dans des projets touristiques: le gouvernement prévoit d'atteindre 1,2 million de visiteurs étrangers à partir de 2010, le Maroc

16 "Alger, Marché du travail et emploi en Algérie", *Rapport de l'Organisation internationale du travail*, octobre 2003, p. 43.

17 "Political Risk Services", *Algeria Country Forecast*, 1^{er} juillet 2008, p. 13.

18 ICG, 2001, *Algeria's Economy*, <http://www.crisisweb.org>, p. 10.

ambitionne les 10 millions... Comme dans les années 1970, l'Algérie est un grand chantier. Mais, à la différence du passé, ce sont des entreprises chinoises et des salariés chinois qui assurent dans des délais records la livraison des produits commandés. Car, entre-temps, l'Algérie s'est désindustrialisée et ne dispose plus de diplômés qualifiés en nombre suffisant: la rente pétrolière passée a détruit le capital humain en faisant fuir "les cerveaux".

La richesse pétrolière retrouvée permet à l'Algérie de redonner de la voix sur la scène régionale et internationale et de réapparaître comme un marché émergent attractif pour les investisseurs. Pour les Algériens, la présidence d'A. Bouteflika signifie d'abord un semblant de retour de l'État après le règne des mafias. L'affaire Khalifa a illustré l'audace de ceux qui, à découvert, se sont permis de blanchir leurs capitaux accumulés durant la décennie de violence.¹⁹ Les campagnes contre la corruption lancées dans la foulée de cette affaire s'inscrivent dans une mise en scène du retour de l'État. Entre 1999 et 2009, A. Bouteflika, aidé par le prix du pétrole, est parvenu à

19 L'affaire Khalifa concerne l'ascension fulgurante du groupe Rafik Khalifa (banque et transports) dans les années 1990. Le groupe sera accusé du blanchiment de l'argent des généraux. Réfutant cette thèse, A. Belkaid écrit: "avec des moyens financiers considérables, un soutien politique sans faille jusqu'au moins 2002, la sympathie des milieux d'affaires occidentaux, Khalifa avait la possibilité de bâtir un groupe puissant et crédible, comparable à ceux des oligarques russes", dans A. Belkaid, *Un regard calme sur l'Algérie*, Paris, Seuil, 2005.

restaurer, si ce n'est la légitimité des institutions, un retour à l'ordre dans les affaires. Cependant, sa volonté de poursuivre en 2009 "l'œuvre" entamée en 1999 soulève des doutes et des inquiétudes. Son écrasante victoire à l'élection présidentielle de mai 2009 était prévisible (90% de votes en sa faveur), les rivaux du président candidat ne disposant ni de l'appareil d'État ni de la logistique d'un grand parti politique populaire. L'élection ne pouvait que se traduire par un plébiscite. Le président souhaite faire revivre la fiction d'un président populaire sur le modèle de Houari Boumediene (1965-1979). Aussi, l'enjeu de l'élection a porté davantage sur le taux de participation. Le taux officiel de participation, 74,11%, a soulevé des interrogations sur sa fiabilité. En 1999, le "vote Bouteflika" s'expliquait par la volonté de tourner la page des années de violence, d'oublier le drame de la guerre civile. En 2009, le plébiscite présidentiel a consisté à faire croire qu'il n'y a pas de vide politique, que la nation dispose d'un chef d'État fortement soutenu par sa population: avec le retour de l'abondance financière, A. Bouteflika fait resurgir le "boumediénisme". Pourtant comme le soulignent certains observateurs, avec un cours inférieur à 70 dollars au-delà de 2011, "l'économie algérienne serait confrontée à un véritable séisme, pouvant entraîner des licenciements massifs".²⁰ Depuis 1999,

20 Chems Eddine Chitour, "Troisième contrechoc pétrolier. Que doit faire l'Algérie?", *L'Expression*, 24 novembre 2008.

à l'exception du remboursement de la dette, l'Algérie de Bouteflika n'a pas su sortir de la dépendance énergétique. Préoccupé, à juste titre, par la réconciliation nationale après la guerre civile (1991-1999), le président a mis en œuvre une politique d'amnésie qui a fonctionné: le drame de la guerre civile est enfoui dans la mémoire collective et il se dégage un accord tacite pour ne pas le faire resurgir. La peur des responsabilités mutuelles a paralysé les protagonistes d'hier. C'est une plaie qui s'est refermée sans avoir été désinfectée... Le souci du président d'entrer dans l'histoire comme le "sauveur" de l'Algérie cache l'incapacité de bâtir des institutions politiques légitimes. Le renouveau du clientélisme peut fonctionner momentanément grâce aux revenus du pétrole. Mais les problèmes demeurent toujours: dépendance pétrolière, faiblesse des institutions, chômage, corruption, etc. Autant d'ingrédients qui sapent les bases de stabilité future. L'Algérie n'est pas la Tunisie et l'État n'a ni les moyens de contraindre la population ni les compétences pour lui offrir de meilleures conditions de vie. Sans institution démocratique, ni opposition légitime, la fiction du plébiscite présidentiel ne fera que retarder la confrontation de l'Algérie à ses défis. La restauration de "la grandeur passée" sous la présidence d'A. Bouteflika ne répond que partiellement aux problèmes de l'Algérie. Si cette politique s'est traduite par une amélioration de la sécurité, elle n'a pas convaincu les citoyens lors des rencontres entre le peuple et ses représentants que sont

les élections. La très forte abstention lors des scrutins montre que, pour les électeurs algériens, les partis politiques sont dans l'incapacité de représenter la société; ils apparaissent comme des instruments au service d'un système qui leur accorde une marge de manœuvre bien réduite. Ainsi, plus que le troisième choc pétrolier, c'est l'absence d'institutions démocratiques qui alimente les inquiétudes car, comme le souligne le sociologue Zoubir Arous, le risque est grand: "Il n'y a plus de forces organisées capables de mener des changements pacifiques. C'est donc la voie ouverte au changement par le chaos."²¹ Lors des élections législatives de mai 2007, les éditorialistes ont souligné l'urgence de restaurer le lien entre électeurs et dirigeants politiques. Or, le taux national de participation a été de 35,51%, soit l'un des plus faibles enregistrés officiellement depuis l'indépendance en 1962. Pis encore, le taux "réel" de participation aurait été inférieur à 20%, selon le premier secrétaire du Front des forces socialistes (FFS), Karim Tabou, qui avait appelé au boycott. En fait, dans une chronique pertinente "Voter pour qui, pourquoi?"²² un éditorialiste algérien souligne que les électeurs

sanctionnent l'absence de politique et la transformation des partis en simples appareils et courroies du système... Cela suppose que l'on sorte des logiques de façade pour aller vers une démocratisation réelle et effective.

21 *El Watan*, 20 mai 2007.

22 *Le Quotidien d'Oran*, 19 mai 2007.

La très forte abstention a montré l'incapacité des partis politiques à mobiliser des électeurs, les partis politiques apparaissant comme un instrument au service d'un système clientéliste qui ne répond plus aux attentes. Ce désintérêt a été d'autant plus surprenant pour le gouvernement que ses résultats économiques dépassent les prévisions les plus optimistes. Avec un plan de relance économique de 140 milliards de dollars en cinq ans (2004-2009), un taux de croissance moyen de 4,9%, un accroissement de 92% du PIB et de 29% du revenu par habitant, une baisse du chômage de 11%, les partis gouvernementaux auraient dû soulever un vent d'enthousiasme... Or, l'inverse s'est produit, le FLN, par exemple, ayant perdu des sièges. C'est dire que, pour les électeurs, les performances récentes de l'économie algérienne ne semblent pas un gage de développement durable, mais un effet de la montée du prix du baril. L'Algérie s'est enrichie, néanmoins ses dirigeants ne sont pas parvenus à convaincre les citoyens qu'ils en sont les premiers bénéficiaires. La redistribution paternaliste de la rente pétrolière ne fait plus recette, elle peut néanmoins continuer à alimenter un cercle restreint d'électeurs dans le cadre d'un système clientéliste.²³ Contre toute attente l'Algérie ne se soulève pas. En dépit des centaines de manifestations qui ont eu lieu (2000 pour l'année 2010), aucune

23 M. Hachemaoui, "Permanences du jeu politique en Algérie", *Politique étrangère*, n. 2, 2009.

ne s'est transformée en mouvement de masse: pour la plus part, elles sont sectorielles et réclament non le départ de Bouteflika mais des augmentations de salaires! Alors que l'on cherche à comprendre comment la Tunisie et l'Égypte sont parvenues de façon inattendue à chasser leurs présidents respectifs, on s'interroge sur l'incapacité de l'Algérie à produire une action collective pacifique à même de la faire basculer dans le camp des pays en transition. Trois facteurs structurels expliquent les raisons la retenue algérienne.

Le traumatisme de la guerre civile hante toujours les familles algériennes qui ne souhaitent pas s'engager dans un processus de contestation politique par crainte d'une régression vers une situation de violence. A la différence de la Tunisie et de l'Égypte, les jeunes ne bénéficient pas, s'ils manifestent, de la compréhension sympathique des parents. Les autorités algériennes exploitent habilement la peur des familles de voir l'Algérie à nouveau basculer dans la violence. Le deuxième facteur, qui distingue l'Algérie, et que l'on ne croit pas que le départ de Bouteflika annoncerait le début de la démocratie. Les révoltes du début des années 1990 ont envoyé Chadli Bendjedid en résidence surveillée, il l'est toujours et l'Algérie n'est pas pour autant démocratique. Chacun mesure que le Président n'est qu'une partie du pouvoir et que sans l'armée il ne saurait y avoir de transition véritable. Quant à l'idée de combattre l'armée, elle n'est plus exprimée par personne depuis la défaite de la guérilla islamiste. Enfin,

la passion du politique qui caractérisait l'Algérie et qui en avait fait un pays précurseur dans la transition démocratique (1989-91), s'est éteinte. La guerre civile a broyé la classe politique. Les vainqueurs ont construit un système clientéliste dont la fonction n'est pas de prendre en charge les doléances de la population mais de consolider des privilèges et des prérogatives. Pour la population, les partis ne servent à plus rien. La présidence de Bouteflika s'est construite sur le retour de "l'homme providentiel" et non sur l'édification d'institutions politiques capables d'aider la société algérienne à résoudre de façon pacifique ces conflits. La population a très bien compris cela aussi, elle ne réclame pas son départ mais les surplus de la rente pétrolière.

Et pourtant, le dernier discours du président Abdelaziz Bouteflika confirme les inquiétudes sur l'état de sa santé. Considéré depuis quelques mois comme malade, affaibli, vulnérable, Abdelaziz Bouteflika semble, en apparence, être une victime facile mais en apparence seulement car le régime qu'il incarne dispose de très sérieux atouts pour résister à une lame de fond démocratique. Le ministère de l'Intérieur, en particulier, dispose d'une très grande expérience en matière de gestion des manifestations, émeutes et révoltes puisque l'Algérie est secouée par des révoltes depuis les années quatre-vingt. Les effectifs de la police s'élèvent, en effet, à 200.000 hommes bien équipés, qui bénéficient de moyens considérables. Depuis la présidence de Bouteflika, la DGSN

(Direction générale de la sûreté nationale) rivalise avec les services tout puissants de l'armée. Une révolution sécuritaire s'est opérée en Algérie, à l'insu de tous et désormais, l'armée n'a plus le monopole des moyens de contrôle et de coercition. Cette montée en puissance de la DGSN explique, pour certains observateurs, l'assassinat de son directeur, le 25 février 2010. Au niveau international, à la différence de la Tunisie et de l'Égypte, le régime algérien dispose d'une rente pétrolière qui le préserve des pressions que pourraient exercer ses partenaires économiques puisque 10% de l'approvisionnement en gaz de l'Union européenne (UE) proviennent de l'Algérie. Ses ressources ne dépendent, ni de l'industrie touristique ni de la rente du canal de Suez; elle ne reçoit pas, non plus, le type d'aide que fournit l'armée américaine à l'armée égyptienne en 2010, 1.3 milliards de dollars d'aide militaire et 250 millions de dollars d'aide économique. De plus, la guerre en Libye lui permet de souligner les dérives possibles d'une révolte populaire et en particulier les ingérences internationales. Si la Libye est un repoussoir pour la société algérienne, le Maroc est sans doute un espoir. Les réformes promises par le Roi Mohammed VI, obligent l'Algérie à se réformer également: prise entre la révolution démocratique en Tunisie et les réformes constitutionnelles au Maroc, l'Algérie ne pourra demeurer longtemps dans ce calme trompeur.